

L'économie sociale

une alternative humaine

Faire primer l'humain sur le capital. Générer une plus-value au bénéfice de la collectivité et de la cohésion sociale plutôt que du profit pour les actionnaires. L'économie sociale est en plein essor et suscite des vocations.

Ce n'est qu'un frémissement mais, à l'ère du capitalisme globalisé et financiarisé, ils sont de plus en plus nombreux à prouver qu'une autre conception de l'économie reste possible. Hommes et femmes, jeunes et moins jeunes, ils œuvrent dans des secteurs aussi variés que la lutte contre l'exclusion sociale et professionnelle, l'aide aux personnes handicapées, la vente de produits bio et issus du commerce équitable, l'énergie verte, le développement durable, la mobilité, l'éducation, la culture, l'humanitaire...

Depuis une dizaine d'années, le concept de *social entrepreneurship* – comme on l'a baptisé dans le monde anglo-saxon – connaît un essor spectaculaire. « Cette notion désigne des individus qui lancent des activités avec une mission sociale, tout en se comportant comme de réels entrepreneurs en termes de dynamisme, de pratiques innovantes, d'investissement personnel », relève Marie-Caroline Collard, directrice de SAW-B, la fédération des entreprises d'économie sociale en Wallonie et à Bruxelles. Avec la crise économique et financière, qui a ravivé le besoin de faire des affaires autrement, cet engouement s'est renforcé.

« Les citoyens sont de plus en plus conscients des limites du système capitaliste actuel », analyse Jacques Defourny, professeur d'économie sociale à HEC-Liège. « Et de la nécessité d'apporter de nouvelles réponses viables économiquement à toute une série de besoins sociétaux qui s'accroissent avec les inégalités Nord-Sud, le vieillissement de la population, la fracture sociale numérique, la hausse du chômage, les problèmes d'environnement, etc. » Partout dans le monde, des initiatives visant à mettre en avant et à fédérer ces « acteurs du changement » émergent. En Belgique aussi, le mouvement est en marche. Les entrepreneurs sociaux ont désormais leurs réseaux et des lieux où ils peuvent échanger leurs idées, comme The Hub Brussels – un

incubateur destiné aux entrepreneurs qui se sentent une fibre sociale. D'autres exercent une activité commerciale, sous différentes formes juridiques (SPRL ou coopérative) dans des domaines qui ont un impact sociétal ou environnemental. On y trouve également des anciens cadres de multinationales qui, las des excès du capitalisme, ont décidé un beau jour de monter leur petite entreprise en privilégiant des valeurs plus éthiques.

Une lame de fond

Dans la filiation du mouvement social des deux siècles précédents, sous des formes diverses évoluant avec les besoins, la société a donné naissance à des initiatives obéissant à une autre finalité que le profit. Constitué d'une myriade de petites structures, le « tiers secteur » regroupe les mutuelles, les coopératives et les associations, mais aussi de grandes entreprises dont l'effectif dépasse les cinq mille salariés, tous établissements confondus. Leur point commun ? Une gestion démocratique répondant au principe « un homme, une voix », la recherche d'un projet collectif ou encore le refus d'une appropriation individuelle des excédents. L'économie sociale et solidaire représente plus de 10 % de l'emploi salarié en Belgique ; elle assure des services sans lesquels de nombreuses populations ne pourraient survivre, des territoires seraient livrés à l'abandon, des acquis sociaux disparaîtraient. Mais son poids est encore faible, loin d'être à la mesure des besoins : en emplois d'insertion, en logements sociaux, en accompagnement des plus démunis, en assainissement alimentaire. Face à ces besoins d'aujourd'hui et de demain, l'économie sociale et solidaire est vue plus par ses manques que par ses réalisations. De plus, elle se manifeste dans des actions dispersées et segmentées sans qu'on reconnaisse vraiment le lien des actions entre elles.

« Cette économie contribue au développement du territoire et au maintien de l'emploi de proximité », souligne Marie-Caroline Collard. Elle contribue aussi à la production de richesses. C'est notamment la vocation des sociétés coopératives de production. « Ce mode d'entreprise qui concilie projet économique et gestion humaine attire de plus ...

ImpulCera aide à financer votre projet

Deux fois par an, ImpulCera octroie des bourses aux candidats porteurs d'un projet ou d'une idée d'entreprise à forte plus-value sociale. Les candidatures peuvent être envoyées jusqu'au 15 août 2011. Pour les projets bruxellois, l'accent sera mis sur l'alliance emploi-environnement et le secteur de l'écoconstruction.

INFOS ET INSCRIPTIONS : WWW.IMPULCERA.BE

Les plateformes pour l'entrepreneuriat social

WWW.ECONOSOC.BE, WWW.SAWB.BE

Les agences-conseils

WWW.APACES.BE (regroupe 11 agences-conseils)

Les organismes de financement

WWW.CREDAL.BE, WWW.SOWECSOM.BE,
WWW.TRIDOS.BE, WWW.FONDS.ORG

Outils et infos utiles

WWW.POINTEXPERTISES.BE

... en plus, notamment des patrons qui veulent transmettre leur entreprise dans de bonnes conditions.»

Plusieurs voies possibles

Économie sociale et solidaire, entrepreneuriat social, responsabilité sociale d'entreprise, social business... Derrière ce labyrinthe sémantique, on trouve une myriade de concepts hétérogènes et de dynamiques qui s'affrontent. «En réalité», explique Marie-Caroline Collard, «le véritable entrepreneuriat social est présent chez nous depuis longtemps, mais il n'a jamais fait l'objet de vedettariat. Les vrais entrepreneurs sociaux sont des associations telles que Les Petits Riens, Oxfam ou Terre, un pionnier dans le domaine de la récupération et du recyclage. En relevant un défi environnemental, leur action permettait aussi de créer des emplois.»

Aujourd'hui, selon Jacques Defourny, dans cette nouvelle vague, «il faut davantage parler de projet d'entreprise à tonalité sociale, car leur finalité première n'est pas sociétale.» La plupart des entreprises sociales tournent grâce à un mix de ressources : la contribution des usagers, les subsides publics, les dons et du volontariat. «Les vrais défis sociétaux ne sont pas solvables, sinon les multinationales y auraient déjà apporté une réponse en créant de nouveaux marchés», souligne le professeur d'HEC-Liège. Certains se démènent pour dépendre à l'avenir moins de l'argent public et ainsi démontrer qu'il est possible d'être un entrepreneur rentable en assumant une mission sociétale forte. Reste qu'il n'est pas évident de convaincre des investisseurs de miser sur le long terme. «Il faut une dose de désintéressement. Les actionnaires doivent accepter de ne pas être rémunérés financièrement. Cela rejoint un peu l'idée de la philanthropie.»

Il existe bien des organismes financiers en Belgique qui soutiennent l'économie sociale comme Cera, Credal, la Sowecsom, filiale de la SRIW, ou encore Trividend en Flandre. Mais contrairement aux *social venture funds* anglo-saxons, il n'existe pas encore de fonds de capital à risque en Belgique dédié à ce type de projets. Comment mesurer le retour social sur investissements, la prise de risque dans ce domaine? Quel statut juridique adopter? Quid des incitants fiscaux? Tout est encore à faire... Pour le meilleur des mondes. **Rafal Naczyk.**



C'est dans la Cité ardente que M'toi, un centre de bien-être d'un nouveau genre à destination des personnes fragilisées, ouvrira ses portes en septembre.

Des esthéticiennes sociales

Ça se passe dans les quartiers de la Cité ardente. Maud Veneberg et Manuela Carrera, sociologues de formation, s'amusent à «refaire le monde». Elles imaginent un centre de bien-être d'un nouveau genre. Pas seulement à destination des nantis, qui constituent la clientèle habituelle des salons de beauté. Mais un salon pour des personnes fragilisées qui ont besoin de soins esthétiques pour retrouver de l'estime de soi. Cet «espace coopératif d'esthétique» baptisé M'toi veut aider à «être bien dans sa peau». Le besoin semble réel.

Encourager la resocialisation

Évoluant dans les quartiers défavorisés de Liège, Maud constate que les mères «avaient envie d'être entre elles». D'où son idée de leur consacrer un local. «Dans le quartier, elles sont surtout mères au foyer. Les hommes ont plus facilement une vie sociale, par le travail», explique-t-elle. Les soins du visage et le maquillage sont de bons prétextes pour faire venir les femmes. «Certaines sont en Belgique depuis peu et n'osent même pas aller chez le coiffeur, parce qu'elles ne maîtrisent pas le français», poursuit Maud. «Notre projet est plus large que de simples soins de visage, de manucure ou de pédicure. Nous voulons encourager la resocialisation par le plaisir de prendre soin de soi.»

Complices depuis leurs études, Maud et Manuela font leur première expérience professionnelle en tandem, au sein de l'Institut de développement européen de l'économie sociale (ASBL Idées). C'est là qu'elles se sensibilisent «au mode de gestion coopératif et démocratique *un homme, une voix* permettant d'influer sur les choix». En pratique : «L'AG d'une coopérative peut décider de réinvestir les bénéfices engendrés par la société, de les répartir sur les salaires, de financer un autre projet ou de les répartir entre coopérateurs à raison de 6% maximum», explique Maud.

Après avoir reçu une bourse de faisabilité puis de lancement via le fonds ImpulCera, les deux complices se sont associées à une esthéticienne professionnelle. En quelques mois, plus de trente coopérateurs ont rejoint le projet. M'toi va engager deux esthéticiennes et nouer des partenariats avec diverses institutions pour toucher un public fragilisé. Mais pas seulement. «Nous serons implantés dans le quartier Hors-Château et serons ouverts à tous, avec un salon d'attente où les artistes pourront exposer. Mais aussi un service à domicile adressé aux personnes à mobilité réduite, aux aînés et même au milieu carcéral». Ouverture espérée le 1^{er} septembre. **RN.**

Références : 09 Juillet 2011
Supplément du Soir